

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/202322]

29 AVRIL 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2016 portant exécution du décret du 10 juillet 2013 relatif aux centres d'insertion socioprofessionnelle

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 20;

Vu le décret du 10 juillet 2013 relatif aux centres d'insertion socioprofessionnelle, les articles 3, modifié par le décret du 26 mai 2016, 4, alinéa 3, remplacé par le décret du 26 mai 2016, 7, alinéa 2, modifié par le décret du 26 mai 2016, 8, alinéa 3, 9, modifié par le décret du 26 mai 2016, 11, modifié par le décret du 26 mai 2016, 12, 14, modifié par le décret du 26 mai 2016, 16, modifié par le décret du 17 juillet 2018, 17, modifié par le décret du 26 mai 2016, 17bis, modifié par le décret du 11 décembre 2014, 18;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2016 portant exécution du décret du 10 juillet 2013 relatif aux centres d'insertion socioprofessionnelle;

Vu le rapport du 5 septembre 2018 établi conformément à l'article 4, 2°, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 15 octobre 2018;

Vu l'avis n°1404 du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie, donné le 14 janvier 2019;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, donné le 3 janvier 2019;

Vu l'avis n°02/2019 de l'Autorité de protection des données, donné le 18 janvier 2019;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 18 mars 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que le Gouvernement entend faire rétroagir les dispositions des articles 2, 14, 2°, et 15 du projet au 1^{er} janvier 2019;

Considérant que la rétroactivité des actes administratifs est admise dès lors qu'elle est nécessaire à la continuité du service public et à la régularisation d'une situation de fait ou de droit, pour autant qu'elle respecte les exigences de la sécurité juridique et les droits individuels;

Considérant que l'adoption en l'espèce des dispositions susvisées du projet avec effet rétroactif aura pour effet de régulariser un état de fait ainsi qu'un état de droit;

Considérant, en effet, que l'article 18 du décret du 10 juillet 2013 précité dispose que c'est l'Inspection sociale qui effectue le contrôle et la surveillance dudit décret et de ses arrêtés d'exécution et ce, conformément aux dispositions du décret du 5 février 1998 relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la reconversion et au recyclage professionnels;

Considérant que les dispositions de l'arrêté du 15 décembre 2016 précité, tel que modifié sont en contradiction avec l'article 18 du décret du 10 juillet 2013;

Considérant que les modifications des articles 2, 14, 2°, et 15 du projet ne font qu'assurer la sécurité juridique pour les administrés en ce que l'Inspection du Service public de Wallonie effectue encore des missions de contrôle et de surveillance du décret du 10 juillet 2013 et de ses arrêtés d'exécution;

Considérant encore que l'article 18 du décret du 10 juillet 2013 fera l'objet avant l'adoption du présent projet en vertu de l'article 88 du décret du 27 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la reconversion et au recyclage professionnels ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations d'une modification qui dispose que :

« Art. 88. A l'article 18 du décret du 10 juillet 2003 relatif aux centres d'insertion socioprofessionnelle, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er}, est remplacé par ce qui suit :

“ § 1^{er}. Le contrôle de l'application du présent décret et de ses mesures d'exécution s'exerce conformément aux dispositions du décret du 27 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la reconversion et au recyclage professionnels ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations. ”;

2° il est complété par le paragraphe 3 rédigé comme suit :

“ § 3. Les opérateurs de formation agréés qui font l'objet du contrôle visé au paragraphe 1^{er} peuvent être contrôlés selon une méthode particulière déterminée par le Gouvernement. ”;

Considérant qu'il convient, dès lors de faire rétroagir les articles 2, 14, 2°, et 15, du présent projet au 1^{er} janvier 2019;

Sur la proposition du Ministre de la Formation;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127 de celle-ci.

Art. 2. A l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2016 portant exécution du décret du 10 juillet 2013 relatif aux centres d'insertion socioprofessionnelle, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 4° est remplacé par ce qui suit :

« 4° l'inspection : le Département de l'Inspection de la Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie; »;

b) l'alinéa 1^{er}, est complété par un 9° et un 10°, rédigés comme suit :

« 9° l'Office : l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi créé par le décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi;

10° l'unité technique d'exploitation : l'entité visée à l'article 14, § 2, b), de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie. ».

Art. 3. L'article 3 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 3. § 1^{er}. On entend par heures assimilées, les heures de formation que le stagiaire aurait dû effectivement suivre selon son programme, mais qu'il n'a pas suivies pour les motifs et dans les limites suivantes :

1° la maladie ou l'accident de travail du stagiaire, justifié par un certificat médical avec un maximum de trente jours par période d'absence justifiée par ce motif sachant qu'une reprise de quinze jours est nécessaire entre deux périodes de maladie;

2° le congé de maternité, de paternité et de naissance justifié par un certificat médical avec un maximum de trente jours par période d'absence justifiée par ce motif;

3° la maladie d'un enfant, sur présentation d'un justificatif délivré par le médecin, la garderie ou la crèche dans laquelle l'enfant est inscrit avec un maximum d'une semaine par période d'absence justifiée par ce motif;

4° la grève ou l'intempérie immobilisant les transports en commun attestées par la société de transport en commun ou une coupure de presse;

5° lorsque le stagiaire suit une formation en entreprise, les intempéries rendant dangereux ou impossible l'accomplissement du travail par le stagiaire eu égard, soit à sa santé ou à sa sécurité, soit à la nature ou à la technique du travail à accomplir moyennant décision de l'entrepreneur ou de son représentant sur le chantier et après consultation des délégués du personnel, si une délégation existe dans l'entreprise ou, à défaut, après consultation directe des travailleurs;

6° sur base d'un justificatif, la recherche d'un emploi ou l'inscription à une autre formation pour laquelle la présence du stagiaire est requise qu'elle soit liée à l'information, l'accueil ou la procédure de sélection et de recrutement;

7° sur base d'un justificatif qui atteste la présence du stagiaire ou, à défaut, de la convocation, l'accomplissement d'obligations auprès de l'Office national de l'Emploi, de l'Office, de l'Agence pour une Vie de Qualité, d'un centre public d'action sociale, d'un service communal, du service d'aide à la jeunesse ou du service de protection de la jeunesse, de la caisse de paiement des allocations de chômage ou d'un syndicat, de la mutuelle auprès de laquelle est inscrit le stagiaire, de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, ou de la commission de libération conditionnelle, des cours et tribunaux ou toute autre obligation qui exige la présence du stagiaire auprès de l'organisme compétent;

8° sur base d'un justificatif, les jours d'absence visés par l'arrêté royal du 28 août 1963 relatif au maintien de la rémunération normale des ouvriers, des travailleurs domestiques, des employés et des travailleurs engagés pour le service des bâtiments de navigation intérieure pour les jours d'absence à l'occasion d'événements familiaux ou en vue de l'accomplissement d'obligations civiques ou de missions civiles;

9° les fêtes religieuses des cultes reconnus et des fêtes des organisations reconnues par la loi qui offrent une assistance morale selon une conception philosophique non confessionnelle, avec un maximum de deux jours par an en dehors de la fermeture du centre d'insertion socioprofessionnelle;

10° par année civile, les absences injustifiées d'une durée maximale équivalant à dix pour cent des heures de formation du programme effectivement suivies et plafonnées à cinq jours;

11° pour les filières organisées conformément à l'article 9, alinéa 1^{er}, 3^o, a), sont également assimilées aux heures de formation, les heures non encore dispensées aux stagiaires qui ont réalisé au minimum la moitié de leur programme individuel de formation et qui mettent fin à leur contrat de formation après avoir signé un contrat de travail d'une durée minimale de quatre mois ou un contrat de formation professionnalisant chez un autre opérateur;

12° dans le cas de formation en milieu carcéral, les heures non dispensées pour raison de santé du stagiaire, pour absence du stagiaire liée à sa procédure judiciaire en cours, pour cause de sanction du stagiaire, de convocation par service de la prison, de visites, de transfert du stagiaire et de perturbations de l'organisation pénitentiaire suite à des soulèvements sociaux.

Dans le cas visé à l'alinéa 1^{er}, 10°, les absences injustifiées ne sont considérées comme des heures assimilées que si elles ne précèdent pas un abandon de formation.

Dans le cas visé à l'alinéa 1^{er}, 11°, le centre dresse un document justificatif dont le modèle est établi par l'Administration pour les heures non prestées effectivement par le stagiaire.

§ 2. Le total des heures assimilées visées au paragraphe 1^{er}, 1° à 10°, pouvant être prises en compte dans le cadre de la liquidation du subventionnement visé à l'article 17, § 1^{er}, du décret, ne peut en aucun cas être supérieur à

1° quinze pour cent des heures de formation effectivement prestées par le centre par année civile;

2° quinze pour cent des heures de formation effectivement suivies par stagiaire.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 2°, vingt-cinq pour cent des heures de formation effectivement suivies par stagiaire peuvent être prises en compte dans le cadre de la liquidation du subventionnement visé à l'article 17, § 1^{er}, du décret pour maximum dix pour cent des stagiaires.

Une évaluation de la mise en œuvre de ce paragraphe, portant sur la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2020, sera réalisée courant du 2^{ème} semestre 2020. Cette évaluation portera tant sur la pertinence que la faisabilité des taux visés au premier alinéa. ”.

Art. 4. A l'article 4, § 1^{er}, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 2°, le mot « individuelle » est inséré entre les mots « l'attestation » et les mots « émanant de »;

b) le 2° est complété par les mots ”, ci-après dénommé « le document A 236 » »;

c) au 9°, a), les mots « A 23 » sont remplacés par les mots « A 236 »;

d) au 15°, a), les mots « A 23 » sont remplacés par les mots « A 236 ».

Art. 5. A l'article 5 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 4, les mots « Sans préjudice de l'alinéa 5, » sont insérés avant les mots « La déclaration sur l'honneur rend éligibles »;

2° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit : « § 2. Le centre respecte la législation en vigueur sur la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel. ».

Art. 6. L'article 6 du même arrêté est abrogé.

Art. 7. A l'article 10 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans la phrase liminaire de l'alinéa 2, les mots ” établi dans les trente jours du début de la formation, » sont insérés entre les mots « de formation » et les mots « précise au minimum »;

2° dans l'alinéa 2, le 3° est complété par les mots « et au regard des besoins déclarés ou constatés notamment lors du bilan réalisé à l'entrée en formation du stagiaire »;

3° dans l'alinéa 4, les mots « et, le cas échéant, » sont remplacés par les mots « ainsi qu' ”.

Art. 8. L'article 11 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 11. § 1^{er}. Le centre peut prévoir, dans le programme de la filière, l'organisation de stages qui peuvent prendre une des deux formes suivantes:

1° un stage d'acculturation visant la découverte d'un métier, d'un poste de travail, d'une culture d'entreprise, dans le but de préciser le projet de formation professionnelle, dont la durée n'excède pas, pour chaque stage, nonante heures;

2° un stage de formation professionnelle visant l'exercice de compétences acquises au sein de la filière de formation, dont la durée n'excède pas, pour chaque stage, cinq-cent-vingt heures.

Les stages visés à l'alinéa 1^{er} peuvent être effectués au sein d'une ou de plusieurs entreprises ou de plusieurs services d'une même entreprise. Toutefois, pour les stages de formation professionnelle, cette entreprise ne peut faire partie de la même unité technique d'exploitation que le centre de formation dont dépend le stagiaire, ni être elle-même un centre de formation.

Par dérogation à l'alinéa 2, pour quinze pour cent des stages de formation professionnelle, le stage peut être réalisé au sein d'une entreprise qui est elle-même un centre de formation et qui n'appartient pas à la même unité technique d'exploitation que le centre dont dépend le stagiaire.

Le stage d'acculturation, à l'exception des filières orientations, se déroule durant le premier tiers du programme de formation.

Par dérogation à l'alinéa 4, pour quinze pour cent des stagiaires, le stage d'acculturation peut se dérouler après le premier tiers du programme de formation.

Le stage de formation professionnelle peut être proposé aux stagiaires uniquement après que ceux-ci aient effectué une formation d'une durée minimale de cent-cinquante heures au sein du centre. Les heures prestées dans le cadre du stage d'acculturation ne sont pas comptabilisées dans ces cent-cinquante heures.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, le stage peut, moyennant l'accord de l'Administration, excéder la durée de cinq-cent-vingt heures dans les cas requis par une autre législation ou réglementation fixant des critères spécifiques à l'organisation de formations dans certains secteurs d'activité.

§ 3. La durée cumulée des stages d'acculturation et de formation professionnelle prévus dans le programme individuel de formation n'excède pas la moitié de la durée du programme de formation, sauf dans les cas visés au paragraphe 2.

§ 4. Avant le début du stage, un contrat individuel de stage est conclu entre le stagiaire, le centre avec lequel le stagiaire a conclu le contrat pédagogique ainsi que l'entreprise dans laquelle est organisé le stage. Le contrat contient au minimum les éléments suivants:

1° les parties signataires du contrat de stage;

2° les droits et obligations des parties en ce compris les aspects financiers et, notamment, la prise en charge des coûts de la formation du stagiaire, les indemnités horaires et les frais de déplacement du stagiaire;

3° la filière dans laquelle le stagiaire est inscrit;

4° les objectifs du stage;

5° la durée et le rythme hebdomadaire du stage;

6° la description de toute fonction exercée par le stagiaire au cours du stage en conformité avec le programme de la filière;

7° les critères et les modalités de l'évaluation. ».

Art. 9. A l'article 12, alinéa 1^{er}, 4°, du même arrêté, les mots « l'organisation de » sont remplacés par les mots « le suivi durant les ».

Art. 10. L'article 14 du même arrêté est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le personnel n'intervenant pas dans le calcul du taux d'encadrement ne représente pas plus de quarante pour cent de l'effectif affecté totalement ou partiellement à l'agrément du centre exprimé en équivalents temps plein. ».

Art. 11. L'article 17 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 17. § 1^{er}. Le centre constitue, dès son entrée en formation et, par stagiaire, un dossier individuel dans lequel figurent les documents administratifs et pédagogiques suivants :

1° un document, dont le modèle est établi par l'Administration, reprenant les données d'identification du stagiaire, en ce compris les données d'identification issues de la lecture de la carte d'identité électronique ou une copie du titre de séjour sauf pour les stagiaires relevant de l'article 5, 4°, b), du décret, ainsi que les données relatives au parcours scolaire et professionnel du stagiaire;

2° les documents et attestations prouvant l'éligibilité du stagiaire, dont copie du diplôme ou, à défaut, la déclaration sur l'honneur visée à l'article 5, § 1^{er}, alinéa 4, et, lorsque prévu, la preuve de l'envoi de la demande auprès des organismes visés aux articles 5 et 6 du décret;

3° le cas échéant, le document attestant de l'octroi des avantages visés à l'article 16;

4° le contrat pédagogique du stagiaire.

Sont joints progressivement au dossier individuel, dès qu'ils ont été établis, les documents suivants :

1° le bilan et le programme individuel de formation et, le cas échéant, leurs adaptations;

2° les évaluations intermédiaires et finale;

3° le ou les contrats de stage;

4° les conventions relatives au suivi d'une formation auprès d'un autre centre ou auprès d'un service d'aide psycho-médicosociale;

5° les justificatifs d'absences;

6° l'attestation de fin de formation visée à l'article 10, alinéa 4, ou en cas de fin de formation prématurée, les motifs qui la justifient;

7° le cas échéant, le projet post-formation du stagiaire;

8° les résultats en matière d'insertion dans les trois mois qui suivent sa formation, dans l'emploi ou dans une autre formation, attestés par une copie des contrats de travail, des attestations d'inscription, ou par tout autre document probant ou communiqués par l'Office, à la demande du centre.

§ 2. Le centre est le responsable du traitement des données à caractère personnel, au sens de la réglementation en matière de protection des données à caractère personnel.

Pour les données visées au § 1^{er} qu'il reçoit de tiers, le centre est responsable du traitement ultérieur.

§ 3. Sans préjudice de la conservation nécessaire pour le traitement à des fins archivistiques dans l'intérêt public, à des fins de recherche scientifique ou historique ou à des fins statistiques visé à l'article 89 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la Directive 95/46/CE, et conformément à l'article 5, paragraphe 1^{er}, e), du Règlement (UE) 2016/679 précité, le dossier individuel visé au paragraphe 1^{er} est conservé pendant une période de dix ans à compter de l'entrée en formation du stagiaire. ».

Art. 12. A l'article 18, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o les termes « le 15 février de l'année n+1 » sont remplacés par « le 15 avril de l'année n+1 »;

2^o au 1^o, le e) est remplacé par ce qui suit :

« e) les résultats en matière d'insertion, tels que définis à l'article 17, § 1^{er}, alinéa 2, 8^o »;

3^o le 2^o est remplacé par ce qui suit :

« 2^o en ce qui concerne chaque filière organisée par le centre :

a) la liste des stagiaires, identifiés, en plus de leur nom et prénom, au moyen de leur numéro de registre national, entrés en formation par année civile au regard des catégories de public telles que visées aux articles 5 et 6 du décret, leur date d'entrée et de sortie de la formation et le motif de sortie;

b) le nombre d'heures de formation effectivement suivies par les stagiaires et les heures assimilées;

c) le nombre et le type de stages, la durée du stage et le nombre de stagiaires qui y ont participé;

d) les activités de formation confiées à un autre centre ou à une entreprise;

e) les résultats en matière d'insertion, tels que définis à l'article 17, § 1^{er}, alinéa 2, 8^o;

f) les résultats en termes d'acquisition de connaissances, de compétences et de comportements, tels que visés à l'article 4 du décret. ».

Art. 13. A l'article 22, § 2, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 1^{er}, 3^o, les mots « l'article 22 » sont remplacés par les mots « l'article 23 »;

2^o à l'alinéa 3, les mots « l'inspection sociale » sont remplacés par les mots « l'inspection ».

Art. 14. A l'article 24 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le paragraphe 1^{er}, l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

« L'avis visé à l'alinéa 3 est motivé pour permettre d'apprécier en toute connaissance de cause la pertinence de la ou des filières organisée(s) par le centre au regard des besoins identifiés sur le territoire et de l'offre de formation existante. L'avis doit, notamment, prendre en compte, pour le territoire concerné, le nombre de demandeurs d'emploi inoccupés, leur profil au regard des articles 5 et 6 du décret, l'offre de formation existante en tenant compte de l'ensemble des différents types d'opérateurs de formation et/ou d'insertion, le taux d'occupation de l'offre existante ainsi que le nombre d'opportunités d'emploi existantes au regard d'une offre de formation qualifiante. Le ministre peut compléter les critères à prendre en compte dans le cadre de l'avis. »;

2^o dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 5, les mots « l'inspection sociale » sont remplacés par les mots « l'inspection »;

3^o dans le paragraphe 2, l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

« La commission se prononce dans un délai de trente jours à dater de la réception de la demande. Préalablement à la remise de son avis, la commission peut d'initiative ou à la demande des représentants des centres, auditionner ceux-ci sur l'objet de l'agrément. En cas d'audition, la commission peut demander une prolongation d'un mois du délai précité. La commission peut, à une seule reprise, proposer une durée de renouvellement d'agrément réduite à deux ans et assortie de recommandations. Dans ce cas, le centre remet à l'Administration, dans les trente jours de la décision ministérielle visée à l'alinéa 5, un plan d'actions détaillant les moyens qui seront mis en œuvre par le centre pour se conformer aux recommandations de la commission. Lorsqu'elle sollicite l'avis de la commission, l'Administration remet au Ministre son rapport d'instruction, accompagné des avis de l'instance bassin E.F.E. et de la commission, dans un délai de nonante jours, prorogé à cent vingt jours en cas d'audition des représentants du centre, à dater de l'accusé de réception mentionnant que le dossier est complet. »;

4^o dans le paragraphe 3, l'alinéa 1^{er} est complété par un 6^o, rédigé comme suit :

« 6^o le cas échéant, l'avis de la commission. ».

Art. 15. A l'article 27, § 1^{er}, du même arrêté, les mots « l'inspection sociale » sont remplacés par les mots « l'inspection ».

Art. 16. A l'article 28 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Le contrôle tel que visé à l'article 18 du décret porte, notamment, sur :

1^o l'utilisation du subventionnement visé à l'art. 17, § 1^{er}, du décret, conformément aux obligations prévues par ou en vertu du décret ainsi qu'au regard des législations et réglementations visées à l'article 19;

2^o la mise en œuvre du projet pédagogique et des programmes de formation qui ont fait l'objet de la décision d'agrément;

3^o le contenu des dossiers individuels des stagiaires pour s'assurer, entre autres, de l'effectivité de leur suivi psycho-social et pédagogique par le centre au travers de documents formalisés établissant cet accompagnement;

4^o le respect de la durée des stages;

5^o l'éligibilité des stagiaires;

6^o l'éligibilité des heures de formation et de stage des stagiaires, sur base des listes de présence;

7^o le respect du taux d'encadrement;

8^o les résultats des centres en termes d'insertion professionnelle ou de reprise de formation qualifiante. »;

2^o le paragraphe 2 est abrogé;

3^o le paragraphe 3 débutant par les mots « En application de l'article 12 du décret, » est renuméroté en paragraphe 2.

Art. 17. A l'article 29, alinéa 2, du même arrêté, les mots « douze mois » sont remplacés par les mots « vingt-quatre mois ».

Art. 18. A l'article 31 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots „ financée à charge de deux articles budgétaire, l'un « emploi » au sein du programme 12 de la division organique 18 et l'autre « formation » au sein du programme 22 de la division organique 18 » sont abrogés;

2° dans le paragraphe 1^{er}, l'alinéa 2 est abrogé;

3° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Une dépense financée par le subventionnement visé à l'article 17, § 1^{er}, du décret, peut être financée par une autre subvention octroyée par le même ou un autre pouvoir subsidiant uniquement à concurrence de la partie non couverte par celle-ci.

Les heures de formation en lien avec l'activité agréée mais n'ayant pas fait l'objet d'un agrément visé à l'article 3 du décret, à l'exception des heures réalisées dans le cadre d'un appel à projet, d'un appel d'offre ou d'un marché public et non subsidiées par ailleurs, ne bénéficient pas de l'aide visée à l'article 14 du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement. »;

4° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Le subventionnement visé à l'article 17, § 1^{er}, du décret, ne dépasse pas la totalité des dépenses, en lien avec l'objet de l'agrément octroyé en vertu du décret. »;

5° dans le paragraphe 4, alinéa 1^{er}, 3°, les mots « sur la base d'une déclaration de créance, » sont insérés avant les mots « au plus tard le 30 juin »;

6° dans le paragraphe 4, alinéa 2, les mots „, du décret » sont insérés entre les mots « l'article 17, § 3, 3°, » et les mots « uniquement si ».

Art. 19. L'article 32 du même arrêté est abrogé.

Art. 20. L'article 34 du même arrêté est abrogé.

Art. 21. A l'article 35 du même arrêté, les mots « d'un ou de plusieurs critères définis dans l'article 34 » sont remplacés par les mots « du rapport d'instruction de l'Administration ».

Art. 22. L'article 36 du même arrêté est abrogé.

Art. 23. Les articles 2, 14, 2°, et 15 du présent arrêté produisent leurs effets le 1^{er} janvier 2019.

Art. 24. Le paragraphe 2 de l'article 3 et les alinéas 4 et 5 de l'article 11, tels que modifiés par le présent arrêté, entrent en vigueur au 1^{er} janvier 2020.

Art. 25. Le Ministre de la Formation est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 29 avril 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation, du Numérique, de l'Emploi
et de la Formation,

P.-Y. JEHOLET

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/202322]

29 APRIL 2019. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 15 december 2016 tot uitvoering van het decreet van 10 juli 2013 betreffende de centra voor socioprofessionele inschakeling

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, artikel 20;

Gelet op het decreet van 10 juli 2013 betreffende de centra voor socioprofessionele inschakeling, op de artikelen 3, gewijzigd bij het decreet van 26 mei 2016, 4, lid 3, vervangen door het decreet van 26 mei 2016, 7, lid 2, gewijzigd bij het decreet van 26 mei 2016, 8, lid 3, 9, gewijzigd bij het decreet van 26 mei 2016, 11, gewijzigd bij het decreet van 26 mei 2016, 12, 14, gewijzigd bij het decreet van 26 mei 2016, 16, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2018, 17, gewijzigd bij het decreet van 26 mei 2016, 17bis, gewijzigd bij het decreet van 11 december 2014, 18;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 15 december 2016 tot uitvoering van het decreet van 10 juli 2013 betreffende de centra voor socioprofessionele inschakeling;

Gelet op het rapport van 5 september 2018, opgesteld overeenkomstig artikel 4, 2°, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 15 oktober 2018;

Gelet op advies nr. 1404 van de "Conseil économique et social de la Wallonie" (Sociaal-economische raad van Wallonië), gegeven op 14 januari 2019;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi", gegeven op 3 januari 2019;

Gelet op advies nr. 02/2019 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 18 januari 2019;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 18 maart 2019 overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de Regering voornemens is, de bepalingen van de artikelen 2, 14, 2°, en 15 van het ontwerp terugwerkende kracht te verlenen;

Overwegende dat de terugwerkende kracht van de bestuurshandelingen wordt toegelaten voor zover ze noodzakelijk is voor de continuïteit van de overheidsdienstverlening en voor de regularisatie van een rechtstoestand of een feitelijke toestand, voor zover ze de eisen inzake rechtszekerheid en de individuele rechten in aanmerking neemt;

Overwegende dat het aannemen, in casu, van bovenvermelde bepalingen van het ontwerp met terugwerkende kracht de regularisering van een feitelijke en van een rechtstoestand tot gevolg zal hebben;

Overwegende dat artikel 18 van voornoemd decreet van 10 juli 2013 immers bepaalt dat de sociale inspectie met de controle en het toezicht op de naleving van de bepalingen van bedoeld decreet en van de uitvoeringsbesluiten belast is, overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 5 februari 1998 betreffende de omscholing en de bijscholing;

Overwegende dat de bepalingen van voornoemd besluit van 15 december 2016, zoals gewijzigd, in tegenstelling zijn met artikel 18 van het decreet van 10 juli 2013;

Overwegende dat de wijzigingen van de artikelen 2, 14, 2°, en 15 van het ontwerp er enkel in voorzien, rechtszekerheid te verlenen aan de bestuursorganen voor zover de Inspectie van de Waalse Overheidsdienst nog opdrachten uitvoert inzake controle en toezicht op het decreet van 10 juli 2013 en de uitvoeringsbesluiten ervan;

Overwegende dat artikel 18 van het decreet van 10 juli 2013 verder, voor aanneming van dit ontwerp krachtens artikel 88 van het decreet van 27 februari 2019 betreffende de controle op de wetgevingen en reglementeringen m.b.t. de omscholing en de bijscholing alsook de invoering van administratieve geldboetes die van toepassing zijn in geval van inbreuk op bedoelde wetgevingen en reglementeringen van een wijziging die hetvolgende bepaalt:

"Art. 88. In artikel 18 van het decreet van 10 juli 2003 betreffende de centra voor socioprofessionele inschakeling, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt:

" § 1. De controle op de toepassing van dit decreet en van de desbetreffende uitvoeringsmaatregelen wordt uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 27 februari 2019 betreffende de controle op de wetgevingen en reglementeringen m.b.t. de omscholing en de bijscholing alsook de invoering van administratieve geldboetes die van toepassing zijn in geval van inbreuk op bedoelde wetgevingen en reglementeringen. ";

2° het wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidend als volgt:

" § 3. De erkende opleidingenverstrekkers die het voorwerp uitmaken van de in § 1 bedoelde controle, kunnen volgens een bijzondere methode bepaald door de Regering gecontroleerd worden. ";

Overwegende dat de artikelen 2, 14, 2°, en 15 van dit ontwerp terugwerkende kracht op 1 januari 2019 moet krijgen;

Op de voordracht van de Minister van Vorming;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 127 ervan.

Art. 2. In artikel 2, § 1, lid 1, van het besluit van de Waalse Regering van 15 december 2016 tot uitvoering van het decreet van 10 juli 2013 betreffende de centra voor socioprofessionele inschakeling worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) punt 4° wordt vervangen als volgt:

"4° de inspectie: het Departement Inspectie van het Operationeel Directoraat-generaal Economie, Werk en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst,";

b) het eerste lid wordt aangevuld met de punten 9° en 10° luidend als volgt:

"9° de Dienst: de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi", opgericht bij het decreet van 6 mei 1999 betreffende de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'Emploi";

10° de technische bedrijfseenheid: de entiteit bedoeld in artikel 14, § 2, b), van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van de economie.".

Art. 3. Artikel 3 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

"Art. 3. § 1. Onder gelijkgestelde uren worden verstaan de vormingsuren die de stagiair daadwerkelijk had moeten volgen op basis van zijn programma maar niet heeft gevolgd om de volgende redenen en binnen de volgende perken:

1° ziekte of arbeidsongeval van de stagiair, gewettigd door een medisch attest, met maximum dertig dagen per afwezigheidsperiode gewettigd om die reden, in de wetenschap dat een hervatting van vijftien dagen nodig is tussen twee ziekteperiodes in;

2° het moederschapsverlof, het vaderschapsverlof of het geboorteverlof, gewettigd door een medisch attest, met maximum dertig dagen per afwezigheidsperiode, gewettigd om die reden;

3° ziekte van een kind, op vertoon van een bewijsstuk afgeleverd door de arts, de kinderbewaarplaats of de crèche waar het kind ingeschreven is, met maximum één week per afwezigheidsperiode gewettigd om die reden;

4° staking of slechte weersomstandigheden waardoor het openbaar vervoer verlamd is, bevestigd door de openbaarvervoersmaatschappij of in een krantenknipsel;

5° als de stagiair een opleiding in een bedrijf volgt, wegens slecht weer waardoor de uitvoering van het werk gevaarlijk of onmogelijk gemaakt wordt gelet op hetzij de gezondheid of de veiligheid van de stagiair, hetzij de aard of de techniek van het uit te voeren werk, mits beslissing van de ondernemer of van zijn vertegenwoordiger op de werf en na raadpleging van de personeelsafgevaardigden, als er een afvaardiging bestaat in de onderneming of, bij ontstentenis, na rechtstreekse raadpleging van de werknemers;

6° op grond van een bewijsstuk, het zoeken naar een baan of de inschrijving voor een andere opleiding waarvoor de aanwezigheid van de stagiair vereist wordt, ongeacht of ze verband houdt met informatie, onthaal of de selectie- en wervingsprocedure;

7° op grond van een bewijsstuk waarmee de aanwezigheid van de stagiair aangetoond wordt of, bij ontstentenis, van de oproeping, het nakomen van verplichtingen bij de "Office national de l'Emploi" (Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening), de Dienst, het "Agence pour une Vie de Qualité", een openbaar centrum voor maatschappelijk werk, een gemeentelijke dienst, de dienst voor hulpverlening aan de jeugd of de jeugdbeschermingsdienst, de hulpkas voor werkloosheidsuitkeringen of een vakbond, het ziekenfonds waar de stagiair ingeschreven is, het Rijksinstituut voor ziekte en invaliditeitsverzekering of de Commissie voor voorwaardelijke invrijheidsstelling, de hoven en rechtbanken of elke verplichting die de aanwezigheid van de stagiair bij het bevoegde orgaan vordert;

8° op grond van een bewijsstuk, de afwezigheidsdagen bedoeld in het koninklijk besluit van 28 augustus 1963 betreffende het behoud van het normaal loon van de werklieden, de dienstboden, de bedienden en de werknemers aangeworven voor de dienst op binnenschepen, voor afwezigheidsdagen ter gelegenheid van familiegebeurtenissen of voor de vervulling van staatsburgerlijke verplichtingen of van burgerlijke opdrachten;

9° de feestdagen van de erkende erediensten en de feesten van de bij wet erkende organisaties die een morele bijstand verlenen volgens een niet confessionele filosofische overtuiging, met een maximum van twee dagen per jaar buiten de sluiting om van het centrum voor socioprofessionele inschakeling;

10° per kalenderjaar, de ongewettigde afwezigheden waarvan de maximale duur gelijk is aan 10 percent van de daadwerkelijk gevolgde vormingsuren van het programma, met een beperking van vijf dagen;

11° wat betreft de filiëres georganiseerd overeenkomstig artikel 9, eerste lid, 3°, a), worden ook met vormingsuren gelijkgesteld de uren die nog niet gegeven werden aan stagiairs die minstens de helft van hun individueel vormingsprogramma hebben gevolgd en hun opleidingscontract opzeggen na het sluiten van een arbeidsovereenkomst van minimum vier maanden of van een beroepsopleidingscontract bij een andere operator;

12° in het geval van vorming in het gevangenis milieu, de uren die niet gegeven werden wegens de gezondheid van de stagiair, wegens afwezigheid van de stagiair in verband met zijn lopende gerechtelijke procedure, wegens sanctie van de stagiair, de oproeping door de dienst van de gevangenis, bezoeken, overbrenging van de stagiair en ontregeling van de penitentiaire organisatie ten gevolge van sociale opstand.

In het geval bedoeld in lid 1, 10°, worden de ongewettigde afwezigheden enkel als gelijkgestelde uren beschouwd indien dit niet wordt voorafgegaan door het verlaten van de vorming.

In het geval bedoeld in lid 1, 11°, maakt het centrum een bewijsstuk op waarvan het model door de Administratie wordt vastgesteld voor de uren die de stagiair niet daadwerkelijk gepresteerd heeft.

§ 2. Het totaal aantal gelijkgestelde uren, bedoeld in paragraaf 1, 1° tot 10°, die in aanmerking kunnen worden genomen in het kader van de vereffening van de subsidiëring bedoeld in artikel 17, § 1, van het decreet kan geenszins hoger zijn dan:

- 1° vijftien percent van de daadwerkelijk door het centrum, per kalenderjaar gepresteerde vormingsuren;
- 2° vijftien percent van de daadwerkelijk door de stagiair gevolgde vormingsuren.

In afwijking van lid 1, 2°, kan met vijftientwintig percent van de daadwerkelijk door de stagiair gevolgde vormingsuren rekening worden gehouden in het kader van de vereffening van de subsidiëring bedoeld in artikel 17, § 1, van het decreet voor een maximum van tien percent van de stagiairs.

In de loop van het tweede halfjaar van 2020 wordt de uitvoering van deze paragraaf met betrekking tot de periode van 1 januari tot 30 juni 2020 geëvalueerd. Deze evaluatie zal betrekking hebben op zowel de relevantie als de haalbaarheid van de percentages bedoeld in het eerste lid. "

Art. 4. In artikel 4, § 1, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- a) in 2° wordt het woord "individueel" ingevoegd tussen het woord "het" en het woord "attest";
- b) punt 2° wordt aangevuld met de woorden, "hierna "het document A 236" genoemd";
- c) in 9°, a), worden de woorden "A 23" vervangen door de woorden "A 236";
- d) in 15°, a), worden de woorden "A 23" vervangen door de woorden "A 236".

Art. 5. In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, lid 4, worden de woorden "onverminderd lid 5" ingevoegd tussen het woord "zorgt" en het woord "ervoor";

2° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt: " § 2. Het centrum neemt de vigerende wetgeving in acht betreffende de bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens."

Art. 6. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 7. In artikel 10 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de inleidende volzin van lid 2 worden de woorden ", binnen de dertig dagen na aanvang van de vorming vastgelegde" ingevoegd tussen het woord "individuele" en het woord "vormingsprogramma";

2° in lid 2 wordt 3° aangevuld met de woorden "en ten opzichte van de opgegeven of vastgestelde behoeften, meer bepaald tijdens de balans die opgemaakt wordt bij aanvang van de vorming van de stagiair";

3° in het vierde lid vervalt het woord "desgevallend".

Art. 8. Artikel 11 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

"Art. 11. § 1. In het programma van de filiëre kan het centrum voorzien in de organisatie van één van de twee volgende stages:

1° een stage tot ontdekking van een beroep, een werkpost, een bedrijfscultuur, die de nadere bepaling van het beroepsopleidingsproject beoogt en waarvan de duur niet langer mag zijn dan 90 uren voor elke stage;

2° een beroepsvormende stage gericht op de uitoefening van vaardigheden verworven binnen de vormingsfiliëre en waarvan de duur niet langer mag zijn dan 520 uren voor elke stage.

De stages bedoeld in het eerste lid kunnen gelopen worden binnen één of meer ondernemingen of verschillende diensten van éénzelfde onderneming. Voor de beroepsopleidingsstages kan die onderneming evenwel geen deel uitmaken van dezelfde technische bedrijfseenheid als het vormingscentrum waaronder de stagiair valt, noch zelf een vormingscentrum zijn.

In afwijking van lid 2 kan de stage, voor vijftien percent van de beroepsopleidingsstages, gevolgd worden binnen één onderneming die zelf een vormingscentrum is en niet tot dezelfde technische bedrijfseenheid behoort als het centrum waaronder de stagiair valt.

De ontdekkingsstage verloopt, uitgezonderd de oriënteringsfiliëres, tijdens het eerste derde van het vormingsprogramma.

In afwijking van lid 4 kan de ontdekkingsstage, voor vijftien percent van de stagiairs, doorgaan na het eerste derde van het vormingsprogramma.

De beroepsopleidingsstage kan enkel aan de stagiairs worden voorgesteld nadat ze een vorming hebben gevolgd met een minimumduur van honderdvijftig uur in het centrum. De uren die in het kader van de ontdekkingsstage worden gepresteerd, worden niet in deze honderdvijftig uren verrekend.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1, eerste lid, 2°, kan de stage, mits de instemming van het Bestuur, de duur van 520 uren overschrijden in de gevallen vereist bij een andere wetgeving of reglementering tot bepaling van specifieke criteria voor de organisatie van opleidingen in bepaalde activiteitssectoren.

§ 3. De opgetelde duur van de ontdekkingsstage en de beroepsopleidingsstage waarin het individuele vormingsprogramma voorziet mag de helft van de duur van het vormingsprogramma niet overschrijden, behoudens in de gevallen bedoeld in paragraaf 2.

§ 4. Voor aanvang van de stage wordt een individuele stageovereenkomst gesloten tussen de stagiair, het centrum waarmee de stagiair het pedagogische contract heeft gesloten alsook de onderneming waar de stage georganiseerd wordt. Het contract vermeldt op zijn minstens de volgende gegevens:

1° de partijen die de stageovereenkomst ondertekend hebben;

2° de rechten en plichten van de partijen, met inbegrip van de financiële aspecten en, meer bepaald, de tenlasteneming van de kosten voor de vorming van de stagiair, de uurvergoedingen en de reiskosten van de stagiair;

- 3° de filière waarvoor de stagiair ingeschreven is;
- 4° de doelstellingen van de stage;
- 5° de duur en het wekelijkse ritme van de stage;
- 6° de beschrijving van de functie(s) uitgeoefend door de stagiair in de loop van de stage overeenkomstig het programma van de filière;
- 7° de criteria en de modaliteiten voor de evaluatie.”.

Art. 9. In artikel 12, eerste lid, 4°, van hetzelfde besluit, worden de woorden “de organisatie van” vervangen door de woorden “de opvolging tijdens de”.

Art. 10. Artikel 14 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een lid luidend als volgt:

“Het personeel dat niet actief betrokken is bij de berekening van het omkaderingspercentage vertegenwoordigt niet meer dan veertig percent van het personeel dat geheel of gedeeltelijk ingezet wordt voor de erkenning van het centrum, uitgedrukt in voltijdsequivalenten.”.

Art. 11. Artikel 17 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

“Art. 17. § 1. Aan het begin van de opleiding legt het centrum voor elke stagiair een individueel dossier aan waarin de volgende administratieve en pedagogische documenten opgenomen worden:

1° een document, waarvan het model is vastgelegd door de Administratie, met de identificatiegegevens van de stagiair, met inbegrip van de identificatiegegevens uit de lezing van de elektronische identiteitskaart of een afschrift van de verblijfsvergunning, behalve voor de stagiairs vallend onder artikel 5, 4°, b), van het decreet, alsook de gegevens betreffende zijn school- en beroepstraject;

2° de documenten en attesten waaruit blijkt dat de stagiair in aanmerking komt, waaronder een afschrift van het diploma of, bij ontstentenis, de verklaring op erewoord bedoeld in artikel 5, § 1, lid 4, en, indien voorzien, het bewijs van de verzending van de aanvraag naar de instellingen bedoeld in de artikelen 5 en 6 van het decreet;

3° in voorkomend geval, het document waarmee de toekenning van de voordelen bedoeld in artikel 16 aangetoond wordt;

4° het pedagogische contract van de stagiair.

Zodra ze opgemaakt zijn, worden de volgende documenten geleidelijk bij het individuele dossier gevoegd:

1° de balans en het individuele vormingsprogramma en, in voorkomend geval, hun aanpassingen;

2° de tussentijdse evaluaties en de slotevaluatie;

3° het (de) stagecontract(en);

4° de overeenkomsten betreffende de opvolging van een opleiding bij een ander centrum of een dienst voor psycho-medisch-sociale bijstand;

5° de bewijsstukken voor afwezigheden;

6° het attest van het einde van de opleiding bedoeld in artikel 10, vierde lid, of indien de opleiding voortijdig eindigt, de redenen die zulks wettigen;

7° in voorkomend geval, het navormingsproject van de stagiair;

8° de resultaten inzake inschakeling binnen de drie maanden volgend op zijn vorming in de betrekking of in een andere opleiding, aangetoond door een afschrift van de arbeidsovereenkomsten, de bewijzen van inschrijving of ieder ander bewijsstuk of stuk op vraag van het centrum medegedeeld door de Dienst.

§ 2. Het centrum is verantwoordelijk voor de verwerking van de persoonsgegevens in de zin van de reglementering over de bescherming van de persoonsgegevens.

Voor de gegevens bedoeld in § 1 die het centrum van derden verkrijgt, is het centrum verantwoordelijk voor de verdere verwerking.

§ 3. Onverminderd de bewaring noodzakelijk voor de verwerking met het oog op archivering in het algemeen belang, wetenschappelijk of historisch onderzoek of statistische doeleinden bedoeld in artikel 89 van de Verordening (EU) 2016/679 van het Europees parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG, en overeenkomstig artikel 5, paragraaf 1, e) van voornoemde Verordening (EU) 2016/679 wordt het individueel dossier bedoeld in paragraaf 1 tijdens een periode van tien jaar bewaard te rekenen van de aanvang van de vorming van de stagiair.”.

Art. 12. In artikel 18, § 1, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de bewoordingen “15 februari van het jaar n+1” worden vervangen door de bewoordingen “15 april van het jaar n+1”;

2° onder 1° wordt e) vervangen als volgt:

“e) de resultaten inzake inschakeling, zoals omschreven in artikel 17, § 1, lid 2, 8°”;

3° punt 2° wordt vervangen als volgt:

“2° wat betreft elke filière die door het centrum georganiseerd wordt:

a) de lijst van de stagiairs, geïdentificeerd, naast hun naam en voornaam, middels hun Rijksregisternummer, in opleiding per kalenderjaar ten opzichte van de categorieën publiek bedoeld in de artikelen 5 en 6 van het decreet, de datum waarop hun opleiding begint en eindigt en de reden waarom ze de opleiding niet meer volgen;

b) het aantal opleidingsuren daadwerkelijk gevolgd door de stagiairs en de gelijkgestelde uren;

c) het aantal en het type stages, de duur van de stage en het aantal stagiairs die eraan hebben deelgenomen;

d) de vormingsactiviteiten, toevertrouwd aan een ander centrum of een andere onderneming;

e) de resultaten inzake inschakeling, zoals omschreven in artikel 17, § 1, lid 2, 8°;

f) de resultaten in termen van verwerving van kennis, vaardigheden en attitudes, zoals bedoeld in artikel 4 van het decreet.”.

Art. 13. In artikel 22, § 2, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1, worden de woorden “artikel 22” vervangen door de woorden “artikel 23”;

2° in het lid 3 worden de woorden “de sociale inspectie” vervangen door de woorden “de inspectie”.

Art. 14. In artikel 24 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 wordt lid 4 vervangen als volgt:

"Het advies bedoeld in het derde lid wordt gemotiveerd om met kennis van zaken de relevantie van de filière(s), georganiseerd door het centrum ten opzichte van de behoeften, vastgesteld in het ambtsgebied en van het bestaand vormingsaanbod, te kunnen beoordelen. In het advies dient met name voor het betrokken ambtsgebied rekening te worden gehouden met het aantal niet-werkende werkzoekenden, hun profiel ten opzichte van de artikelen 5 en 6 van het decreet, het bestaand vormingsaanbod rekening houdend met het geheel van verschillende types opleidingsverstrekkers en/of inschakelingsoperatoren, evenals met het aantal bestaande jobkansen ten opzichte van een aanbod voor kwalificerende opleidingen. De Minister kan de criteria die in het kader van het advies in overweging genomen dienen te worden, verder aanvullen.";

2° in paragraaf 1, lid 5, worden de woorden "de sociale inspectie" vervangen door de woorden "de inspectie";

3° in paragraaf 2 wordt lid 4 vervangen als volgt:

"De commissie spreekt zich uit binnen een termijn van dertig dagen die ingaat op de datum van ontvangst van de aanvraag. Alvorens advies uit te brengen kan de commissie op eigen initiatief of op verzoek van de vertegenwoordigers van de centra laatstgenoemden horen over het voorwerp van de erkenning. In geval van verhoor kan de commissie vragen dat voornoemde termijn met een maand verlengd wordt. De commissie kan eenmalig voorstellen dat de duur van de hernieuwing van erkenning tot twee jaar beperkt wordt en met aanbevelingen gepaard gaat. In dat geval maakt het centrum, binnen de dertig dagen na de ministeriële beslissing bedoeld in lid 5, de Administratie een actieplan voorleggen, waarin de middelen uitvoerig worden uiteengezet waarmee het centrum de aanbevelingen van de commissie zal overnemen. Als de Administratie de commissie om advies verzoekt, legt ze haar onderzoeksrapport, samen met de adviezen van de KOVA-regio instantie over de georganiseerde filières en van de commissie, aan de Minister over binnen een termijn van negentig dagen, verlengd tot honderdtwintig dagen indien vertegenwoordigers van het centrum worden gehoord, te rekenen vanaf de datum van het bericht van ontvangst waarin bevestigd wordt dat het dossier volledig is.";

4° in paragraaf 3 wordt lid 1 aangevuld met een punt 6°, luidend als volgt:

"6° in voorkomend geval, het advies van de commissie.".

Art. 15. In artikel 27, § 1, van hetzelfde besluit worden de woorden "de sociale inspectie" vervangen door de woorden "de inspectie".

Art. 16. In artikel 28 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt:

"§ 1. De controle zoals bedoeld in artikel 18 van het decreet heeft met name betrekking op:

1° de aanwending van de subsidiëring bedoeld in artikel 17, § 1, van het decreet, overeenkomstig de verplichtingen bepaald bij of krachtens het decreet, evenals ten opzichte van de wetgevingen en reglementeringen bedoeld in artikel 19;

2° de tenuitvoerlegging van het pedagogisch project en van de opleidingsprogramma's die het voorwerp van de beslissing tot erkenning hebben uitgemaakt;

3° de inhoud van de individuele dossiers van de stagiairs om zich er onder andere van te vergewissen dat hun psycho-sociale en pedagogische opvolging door het centrum via geformaliseerde documenten ter staving van die begeleiding effectief is;

4° de inachtneming van de duur van de stages;

5° het in aanmerking komen van de stagiairs;

6° het in aanmerking komen van de opleidings- en stage-uren van de stagiairs op grond van de aanwezigheidslijsten;

7° de inachtneming van het omkaderingspercentage;

8° de resultaten van de centra in termen van inschakeling in het beroepsleven of wederopneming van een kwalificerende opleiding.";

2° paragraaf 2 wordt opgeheven;

3° paragraaf 3, beginnend met de woorden "Overeenkomstig artikel 12 van het decreet" wordt hernoemd tot paragraaf 2.

Art. 17. In artikel 29, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "twaalf maanden" vervangen door de woorden "vierentwintig maanden".

Art. 18. In artikel 31 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, lid 1, worden de woorden "gefinancierd ten laste van twee begrotingsartikelen, de ene "tewerkstelling" binnen programma 12 van organisatieafdeling 18 en de andere "vorming" binnen programma 22 van organisatieafdeling 18" opgeheven;

2° in paragraaf 1 wordt lid 2 opgeheven;

3° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt:

"§ 2. Een uitgave volledig gefinancierd door de subsidiëring bedoeld in artikel 17, § 1, van het decreet, mag enkel door een andere subsidie gefinancierd worden die door dezelfde of een andere subsidiërende overheid wordt toegekend ter hoogte van het door bedoelde subsidie niet gedekte deel.

De vormingsuren in verband met de erkende activiteit die evenwel niet erkend is zoals beoogd in artikel 3 van het decreet, uitgezonderd de uren gerealiseerd in het kader van een orproep tot het indienen van projecten of van een overheidsopdracht waarvoor voor het overige niet in een subsidiëring is voorzien, komen niet in aanmerking voor de tegemoetkoming bedoeld in artikel 14 van het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs.";

4° paragraaf 3 wordt vervangen als volgt:

§ 3. De subsidiëring bedoeld in artikel 17, § 1, van het decreet, mag niet de totaliteit van de uitgaven overschrijden in verband met het voorwerp van de erkenning toegekend krachtens het decreet.";

5° in paragraaf 4, lid 1, 3°, worden de woorden "op basis van een vorderingsverklaring" ingevoegd voor de woorden "uiterlijk 30 juni";

6° in paragraaf 4, lid 2, worden de woorden "van het decreet" ingevoegd tussen de woorden "artikel 17, § 3, 3°" en de woorden "uit, enkel als".

Art. 19. Artikel 32 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 20. Artikel 34 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 21. In artikel 35 van hetzelfde besluit worden de woorden "met één of meerdere criteria omschreven in artikel 34" vervangen door de woorden "met het onderzoeksverslag van de Administratie".

Art. 22. Artikel 36 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 23. De artikelen 2, 14, 2^o, en 15 van dit besluit hebben uitwerking op 1 januari 2019.

Art. 24. Paragraaf 2 van artikel 3 en leden 4 en 5 van artikel 11, zoals gewijzigd bij dit besluit, treden in werking op 1 januari 2020.

Art. 25. De Minister van Vorming is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 29 april 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Tewerkstelling en Vorming,
P.-Y. JEHOLET

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2019/12412]

4 AVRIL 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale arrétant le formulaire à joindre aux demandes de certificat et de permis d'urbanisme et/ou d'environnement et aux demandes de permis de lotir contenant les informations requises pour permettre au Service Incendie et d'Aide médicale urgente de rendre son avis. — Erratum

Au *Moniteur belge* du 15 avril 2019, acte n° 2019/11650, page 38439, dans le texte français, il faut lire:

–" Annexe de l'AGRBC arrétant le formulaire à joindre aux demandes de certificat et de permis d'urbanisme et/ou d'environnement et aux demandes de permis de lotir contenant les informations requises pour permettre au Service Incendie et d'Aide médicale urgente de rendre son avis."

Au *Moniteur belge* du 15 avril 2019, acte n° 2019/11650, page 38440, dans le texte français, il faut lire:

–" Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 avril 2019 arrétant le formulaire à joindre aux demandes de certificat et de permis d'urbanisme et/ou d'environnement et aux demandes de permis de lotir contenant les informations requises pour permettre au Service Incendie et d'Aide médicale urgente de rendre son avis."

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2019/12412]

4 APRIL 2019. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot bepaling van het formulier bij te voegen aan de aanvragen voor stedenbouwkundige en/of milieuattesten en -vergunningen en de aanvragen voor verkavelingsvergunningen met de informatie die nodig is opdat de Dienst voor Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp zijn advies kan uitbrengen. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* van 15 april 2019, akte nr. 2019/111650, bl. 38441, in de Nederlandse tekst, moet gelezen worden:

–"Bijlage aan het BBHR tot vastlegging van het formulier bij te voegen aan de aanvragen voor stedenbouwkundige en/of milieuattesten en -vergunningen en de aanvragen voor verkavelingsvergunningen met de informatie die nodig is opdat de Dienst voor Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp zijn advies kan uitbrengen."

In het *Belgisch Staatsblad* van 15 april 2019, akte nr. 2019/111650, bl. 38442, in de Nederlandse tekst, moet gelezen worden:

–"Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 april 2019 tot bepaling van het formulier bij te voegen aan de aanvragen voor stedenbouwkundige en/of milieuattesten en -vergunningen en de aanvragen voor verkavelingsvergunningen met de informatie die nodig is opdat de Dienst voor Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp zijn advies kan uitbrengen."

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES, COMMERCE EXTERIEUR ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C – 2019/12211]

Carrière extérieure

Désignations

Par arrêté royal du 7 février 2019, Monsieur Jean-Ludovic de LHONEUX, Secrétaire d'Ambassade chargé du domaine diplomatique et consulaire, est également nommé en qualité de Consul général de Belgique dans cet Etat, avec comme circonscription : le District fédéral et l'Etat de Goiás, les Etats de Tocantins, Pará, Amapá, Roraima, Amazonas, Acre, Rondônia et Mato Grosso, avec résidence principale à Brasilia.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN, BUITENLANDSE HANDEL EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C – 2019/12211]

Buitenlandse carrière

Aanstellingen

Bij koninklijk besluit van 7 februari 2019 wordt de heer Jean-Ludovic de LHONEUX, Ambassadesecretaris belast met het diplomatiek en consulaire beleidsdomein, eveneens benoemd in hoedanigheid van Consul-Generaal van België in deze Staat met als ressort : het Federaal District en de Staat Goiás, de Staten Tocantins, Pará, Amapá, Roraima, Amazonas, Acre, Rondônia en Mato Grosso, met standplaats te Brasilia.

Par arrêté royal du 27 février 2019, Madame Dominique MINEUR, Ambassadeur de Belgique au Royaume d'Arabie Saoudite est accréditée en la même qualité au Sultanat d'Oman, avec résidence principale à Riyad. Elle est également commissionnée comme Consul général de Belgique au Sultanat d'Oman, avec résidence principale à Riyad.

Bij koninklijk besluit van 27 februari 2019 wordt Mevrouw Dominique MINEUR, Ambassadeur van België in het Koninkrijk Saoedi-Arabië, in dezelfde hoedanigheid geaccrediteerd in het Sultanaat Oman, met standplaats te Riyad. Zij wordt eveneens aangesteld tot Consul-Generaal van België in het Sultanaat Oman, met standplaats te Riyad.